



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
4 décembre 2020

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LEUR « SÉCURITÉ GLOBALE » DOPE NOS RÉVOLTES

Face à la loi de prétendue « Sécurité globale », ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », ou « on vous voit », « Lallement sent Papon » !

On en a déjà trop vu

Trop, c'était trop. D'abord ce projet de loi osant proposer – article 24 – que, journalistes ou pas, on ne puisse plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant ! Et voilà qu'arrivent les images de flics tabassant de jeunes migrants réfugiés et leur volant leurs tentes place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, celles provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac... Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence, qui ont filmé toute la scène. Face au récit policier mensonger, heureusement qu'il y a eu des images !

De « I can't breathe » à « J'étouffe »...

Tout ce que Macron a su bredouiller devant l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte »... C'est pour ça que son gouvernement veut les interdire ! Car ce sont les images qui cristallisent la révolte, comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd.

Quant au ministre de l'Intérieur Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause. Mais c'est lui qui, à leur tête, continue à défendre un projet de loi assurant l'impunité aux policiers. Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! Vraiment ? Pas autant que Cédric Chouviat, mort asphyxié par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ? Avoir justement voulu filmer son contrôle !

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de « bavures »... Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers populaires,

comme le rappelle l'affaire Théo qui va être jugée prochainement. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, contre le démantèlement de la SNCF en 2018, dans les rangs ou aux côtés des Gilets jaunes au cours de l'année 2018, et à l'hiver dernier encore contre la réforme de nos retraites.

Insécurité sociale... colères globales

Cela fait quelques années en effet que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens militaires et légaux se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières, auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements plus ou moins légaux destinés à nous dissuader d'aller manifester notre colère et nos exigences. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée pour les classes populaires, ceux détenant les grands médias étant ceux qui en ont les moyens financiers.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Les licenciements massifs qui sont annoncés tous les jours sont le signe d'une terrible montée du chômage et d'une baisse drastique de notre niveau de vie.

En France, comme à l'échelle internationale, la bourgeoisie anticipe les mouvements sociaux qu'elle craint. Mais nous serrer la vis pourrait bien déclencher l'explosion sociale qu'elle veut empêcher !

« On ira jusqu'au retrait », scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres... et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres !

Toutes et tous dans la rue demain !

Samedi dernier, nous étions 6 000 manifestants à Caen contre la loi de sécurité globale.

Demain samedi 5 décembre, une manifestation prévue de longue date aura lieu contre la réforme de l'assurance-chômage. En taillant en pièces l'indemnisation des chômeurs, elle exercerait une pression à la baisse sur tous les salaires si elle entrerait en vigueur.

Plutôt que diviser nos forces, nous manifesterons ensemble demain contre cette réforme, mais aussi pour le retrait de la loi de sécurité globale. Rendez-vous boulevard Leclerc (en face de Mono-prix) à Caen à 14h30 !



Fermer l'usine... grâce a un projet industriel

Mercredi dernier, les dirigeants de Renault ont confirmé que l'usine de Flins ne produira plus de véhicules neufs à partir de 2024. Elle doit être transformée en centre de recyclage automobile.

Flins emploie actuellement 2 600 CDI et 1 100 intérimaires, et tout le monde sait que cette nouvelle activité dite « écologique » est très loin de maintenir l'emploi : actuellement l'activité recyclage n'emploie que 300 salariés dans le groupe. Sous prétexte de « réinventer Flins », la direction veut diviser le site en 4. En fait, son projet est de le fermer peu à peu ou de le vendre. La direction elle-même reconnaît qu'il n'y aura plus qu'autour de 1700 salariés en 2025 à Flins.

On serine aux ouvriers menacés de licenciement

Sochaux : perdre sa vie à la gagner

La direction de PSA-Sochaux a annoncé jeudi 26 novembre que les ouvriers travaillant sur les lignes d'assemblage des Peugeot 3008 et 5008 et de l'Opel Grandland X travailleront les trois premiers samedis de ce mois-ci et le dimanche 20 décembre. Tout ça après avoir viré comme des malpropres 500 intérimaires...

Virer les uns, surexploiter les autres : ça ne durera pas éternellement. Et alors gare au retour de bâton.

PSA carbure au CAFÉ

Selon le dispositif CAFÉ (Corporate Average Fuel Economy), qui entre en vigueur en janvier 2021, chaque constructeur automobile s'est vu fixé un seuil moyen d'émission de CO₂ par véhicule neuf vendu.

Au-dessus, c'est l'amende. En-dessous (comme a priori pour PSA), cela permet de vendre des droits à polluer à d'autres constructeurs qui sont au-dessus.

Décidément, l'argent n'a pas d'odeur.

Toutou de la bourgeoisie cherche susucre

Sur BFM TV, l'ancien ministre du « redressement productif » de Hollande, Arnaud Montebourg a voulu rappeler son rôle de défenseur des milliardaires : « C'est l'État qui a sauvé PSA de la vraie faillite. C'est moi qui l'ai fait ! » Ce serait aussi grâce à lui qu'on aurait « embauché M. Tavares » – merci du cadeau ! Et comme si ça ne suffisait pas, il a rendu hommage à l'ex-PDG de Renault Carlos Ghosn, tueur d'emplois – pardon, de « coûts » – comme l'autre Carlos, et toujours poursuivi par la justice pour ses malversations à la tête de Renault-Nissan.

Les présidentielles de 2022 approchent, ça va être difficile de supporter tous les charlatans nationalistes comme Montebourg qui squattent les plateaux de télé.

En Algérie aussi : non aux licenciements !

Après l'usine Renault d'Oran, d'autres sites automobiles sont menacés de fermeture : Renault Sovac (région de Relizane), l'usine TMC (qui assemble des Hyundai), ou celle de Gloviz (région de Batna). Pour combattre les fermetures et que pas un ouvrier ne se retrouve seul face aux licenciements, il sera nécessaire de se coordonner et de se concerter, entre tous les sites... en Algérie, mais aussi de l'autre côté de la Méditerranée.

Faut pas pousser

Après Nokia, Bridgestone ou encore Renault, c'est Danone qui vient d'annoncer un « plan d'économie ». En prenant la crise sanitaire comme prétexte, la direction veut supprimer 2 000 postes dans le monde, dont plus de 400 en France.

Une annonce difficile à digérer au vu du 1,7 milliard d'euros de bénéfice engrangé au premier semestre 2020. Ou encore du 1,5 milliard de dividende versé en avril aux actionnaires. Danone a les moyens, pas question de les laisser jouer avec nos emplois !

Lydia Veyrat finalement régularisée !

Cette Béninoise, veuve d'un Français, travaille comme aide-soignante dans un Ehpad en Isère. Le préfet de Savoie voulait l'expulser car il ne la trouvait pas assez insérée dans la société française. Pire, le tribunal administratif a jugé que cette expulsion ne portait pas atteinte à sa vie privée et professionnelle.

La pression de ses collègues, la pétition qui a circulé dans le monde médical et le tollé médiatique ont eu raison de ce scandale.